

Migrants à Calais : un « point de fixation » est-il en train de se recréer ?

Par Recueilli par Pierre Bienvault et Paula Pinto Gomes, le 8/11/2021 à 03h19

À Calais, la création par l'État d'un « sas » de « mise à l'abri », pouvant accueillir temporairement 300 migrants la nuit, fait polémique. Le but : se donner le temps, après les expulsions de campements, de trouver des solutions de relogement pérennes pour les exilés. Mais cette solution ne convainc ni les associations, qui demandent l'arrêt des expulsions pendant la trêve hivernale, ni la mairie, qui craint un nouveau point de fixation.



► « L'État souhaite favoriser les hébergements en dehors de Calais »

Didier Leschi, directeur général de l'Office français de l'immigration et de l'intégration et médiateur du gouvernement

Le sas d'hébergement que nous avons ouvert mercredi 3 novembre à Calais n'a pas vocation à accueillir durablement les personnes migrantes. Il n'est pas question pour l'État de recréer des points de fixation dans la ville. Nous serons d'une grande vigilance sur ce point. Nous souhaitons, au contraire, tout faire pour héberger ces personnes dans des structures situées en dehors de Calais. Car cette commune n'a pas les infrastructures nécessaires pour accueillir durablement tous les migrants et surtout, il n'est pas normal qu'elle ait en permanence la charge de l'accueil d'un flux migratoire constant.

→ ENTRETIEN. Didier Leschi, médiateur : « À Calais, sortir de la dynamique mortifère »

Notre stratégie est claire. En premier lieu, nous estimons qu'il n'est pas possible de laisser ce millier de personnes dans des campements de fortune. Partout en France, les associations se battent pour que les gens sans domicile soient accueillis dans des hébergements durables. Et j'avoue ne pas bien comprendre la démarche militante de certains, à Calais, qui souhaitent laisser, en plein hiver, les personnes migrantes dans ces camps très précaires.

L'accueil des migrants s'inscrit dans le catéchisme de l'Église catholique

Nous souhaitons aussi que l'évacuation de ces camps de fortune se fasse dans des bonnes conditions. Nous avons ainsi mis en œuvre des maraudes sociales qui vont à la rencontre des personnes. Le but est de les informer 24 à 48 heures à l'avance de l'évacuation et de leur dire que des hébergements en dehors de Calais leur seront proposés. Le jour de l'évacuation, nous veillerons à laisser à chacun le temps de récupérer ses effets personnels et sa tente. On veut donc prendre le temps de bien faire les choses mais on est malheureusement obligé de constater que le fait d'annoncer en amont ces évacuations permet à certains militants radicaux de se mobiliser pour les empêcher.

→ **LES FAITS.** À Calais, le prêtre jésuite met fin à sa grève de la faim mais souhaite « poursuivre [son] engagement »

Après l'évacuation, l'objectif est d'orienter les personnes dans des hébergements situés dans toute la région et, même au-delà, si elles l'acceptent. En fin de semaine dernière, en deux jours, 274 personnes ont accepté de rejoindre ces hébergements. C'est la preuve que certains migrants acceptent d'être mis à l'abri en dehors de Calais.

Bien sûr, il est possible qu'une partie d'entre eux revienne un jour à Calais, sous la pression des passeurs, pour tenter la traversée hautement périlleuse de la Manche. Mais dans l'immédiat, notre problème est que ces hébergements ne sont pas tous immédiatement disponibles. C'est la raison pour laquelle nous avons besoin de ce sas où les personnes ont vocation à rester très peu de temps, une nuit dans l'idéal. Ce sas est aménagé dans un grand hangar industriel loué par l'État avec 300 lits, une pièce pour recharger les téléphones et des structures pour distribuer des repas. Mais tout cela sera fermé dès que nous aurons ouvert toutes les places d'hébergement en dehors de Calais.

► « Ouvrir, sur tout le littoral, des centres d'accueil à taille humaine »

François Guennoc, président de l'association L'Auberge des Migrants

Le sas d'hébergement ouvert par le gouvernement correspond au dispositif mis en place dans le cadre du plan grand froid, sauf qu'il sera ouvert quotidiennement et plus seulement dans des conditions météo extrêmes. C'est une avancée. Mais ce n'est pas suffisant. Je rappelle que les trois grévistes de la faim, soutenus par toutes les associations non mandatées par l'État, dont l'Auberge des Migrants, demandaient l'arrêt des expulsions pendant la trêve hivernale et de la confiscation de leurs tentes et affaires personnelles.

→ **REPORTAGE.** À Calais, la médiation est dans une impasse

Ils demandaient aussi l'ouverture d'un dialogue avec les associations afin qu'elles puissent assurer des distributions de vivres et de vêtements sans être entravées par les arrêtés préfectoraux d'interdiction de distribution de nourriture en centre-ville. Or, ces revendications n'ont pas été entendues, même si le gouvernement prévoit d'avertir les migrants d'une expulsion 24 heures à l'avance.

Migrants : à Calais, le travail des associations mandatées par l'État

À ceux qui craignent un nouveau point de fixation des migrants à Calais, je répondrai que la ville est, de toute façon, un point de fixation depuis 20 ans. La proximité de l'Angleterre explique que les exilés, qui ont pour projet ou dernière solution d'y aller, viennent ici. Il y a certes moins de personnes que du temps de la « Jungle » (10 000 personnes en 2016, avant le démantèlement), mais on en recense encore entre 3 000 et 4 000 sur le littoral. Et il y en aura toujours, puisqu'on sait très bien que la plupart des migrants qui veulent traverser la Manche n'ont pas d'autre choix. Soit parce qu'ils ont été déboutés du droit d'asile en Europe ; soit parce que leurs papiers n'ont pas été renouvelés. Pour ces personnes, ce sas d'hébergement temporaire n'est pas une solution.

Ce dispositif est surtout adapté aux personnes qui veulent demander l'asile en France. Mais nous regrettons qu'il soit provisoire. Il faudrait plutôt ouvrir des centres d'accueil sur tout le littoral voire ailleurs, à taille humaine, où les migrants pourraient se poser, être informés sur leurs droits et déterminer leur projet dans de meilleures conditions. Ce qui éviterait l'appel d'air tant redouté à Calais.

→ À LIRE. À Calais, faire mémoire des exilés morts à la frontière

En amont, il faudrait surtout améliorer l'accueil des migrants en Europe et la coopération entre pays. Il y aurait beaucoup moins de candidats au départ vers le Royaume-Uni si les personnes pouvaient obtenir plus facilement l'asile sur le continent. À présent que la Grande-Bretagne est sortie de l'Union européenne, nous demandons aussi, à l'Auberge des Migrants, la possibilité d'un passage légal, puisque les exilés qui arrivent là-bas ont à peu près 40 à 50 % de chance d'obtenir l'asile. On pourrait par exemple traiter leur demande sur le continent européen dans les ambassades de Grande-Bretagne. C'est un sujet controversé, mais pourquoi les obliger à risquer leur vie, pour au final, leur accorder l'asile ?

Recueilli par Pierre Bienvault et Paula Pinto Gomes